



# **COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'AMÉRIQUE LATINE**

## **RAPPORT ANNUEL**

(13 mai 1966 – 13 mai 1967)

**CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL**  
**DOCUMENTS OFFICIELS : QUARANTE-TROISIÈME SESSION**

**SUPPLÉMENT N° 4**

**NATIONS UNIES**

267 (XII) - ETUDE COMPAREE DES COUTS ET DES PRIX INTERNATIONAUX DANS  
LEURS RAPPORTS AVEC LE COMMERCE D'ARTICLES MANUFACTURES

La Commission économique pour l'Amérique latine,

Considérant l'importance que revêtent le développement des échanges d'articles manufacturés et semi-finis entre les pays latino-américains et celui des exportations de ces produits à destination du reste du monde, ainsi que la nécessité d'éliminer ou de compenser les facteurs qui perturbent gravement le jeu de la concurrence ou limitent considérablement les possibilités d'exportation de ces produits,

Considérant les différences et les variations qui existent entre ces pays et par rapport aux pays tiers en ce qui concerne les niveaux des prix et la structure des coûts, d'un secteur à l'autre, et

Ayant présents à l'esprit les changements qui résultent des fluctuations du niveau intérieur des prix de revient et les variations des prix internationaux,

1. Prie le secrétariat de la Commission d'effectuer des études sur les niveaux comparés des coûts et des prix dans les différents secteurs de l'économie des pays d'Amérique latine, en fonction du développement du commerce régional des articles manufacturés et semi-finis et du développement des exportations destinées au reste du monde. Le secrétariat pourra, à cet effet, s'assurer le concours d'organismes internationaux spécialisés et convoquer des réunions d'experts pour obtenir des directives techniques s'il le juge utile;

2. Recommande aux gouvernements des Etats membres de la Commission d'apporter toute la collaboration possible à ces travaux et de fournir à cet effet au secrétariat les renseignements dont il aurait besoin.

11 mai 1967.

268 (XII) - FINANCEMENT

La Commission économique pour l'Amérique latine,

Considérant que l'on reconnaît qu'il importe que les pays en voie de développement reçoivent une assistance financière extérieure pour compléter leur épargne intérieure et les ressources en devises qu'ils tirent de leurs exportations, de façon à obtenir les moyens de réaliser un taux de croissance économique adéquat,

Tenant compte de la stagnation du niveau absolu de l'aide financière accordée par les pays développés aux pays en voie de développement et aussi de la baisse de ce niveau par rapport au produit national de ces derniers, en contradiction avec l'objectif minimum, déjà insuffisant, fixé dans la recommandation A.IV.2 de la première session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement 27/,

---

27/ Voir Actes de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, vol. 1 : Acte final et rapport (publication des Nations Unies, No de vente : 64.II.B.11), p. 49.

Prenant en considération le fait que toute aide financière sous forme de prêts entraîne l'augmentation de la charge représentée par le service de la dette extérieure des pays en voie de développement et que, par conséquent, la stagnation de l'aide globale à un niveau déterminé se traduit en réalité par une diminution du courant net de ressources extérieures à destination des pays en voie de développement,

Consciente de l'aggravation progressive des conditions et modalités de l'aide financière internationale et du fait que le courant net de ressources extérieures à destination des pays d'Amérique latine a eu tendance à diminuer au cours des dernières années et que cette diminution et la lourde charge représentée par le service de la dette se traduisent par un resserrement considérable de la capacité d'importation de ces pays,

Se rendant compte que tant que cette situation persistera, les systèmes qui sont seulement destinés à compenser des baisses plus ou moins longues des recettes d'exportation des pays en voie de développement aboutissent à une dispersion des ressources sans profit réel pour les pays de la région,

Tenant compte du rapport du Groupe de travail 28/ qui a été approuvé à l'unanimité par la Commission des invisibles et du financement lié au commerce à sa deuxième session et traite des problèmes de développement, et plus particulièrement de financement en vue du développement,

1. Décide que l'assistance financière internationale fournie aux pays d'Amérique latine en vue d'encourager leur développement économique devra prendre en ligne de compte, entre autres choses, le déficit entre leurs perspectives de recettes en devises au titre de l'exportation de biens et de services et des apports de capitaux, et leurs besoins d'importation, qui peut affecter leur développement;

2. Décide qu'il y a lieu d'augmenter l'apport net de ressources extérieures nécessaires au développement économique des pays d'Amérique latine et d'améliorer les délais et conditions de l'assistance financière internationale, conformément aux recommandations pertinentes de la CNUCED;

3. Décide également que lors de l'adoption de mesures de financement supplémentaire, les ressources destinées à cette fin devront représenter un complément effectif de l'assistance destinée au financement de base du développement.

11 mai 1967.

---

28/ Projet d'observations sur les points relatifs au financement lié au commerce compris dans le projet d'ordre du jour provisoire pour la deuxième session de la Conférence (TD/B/C.3/L.51).